

Flash Economie

24 octobre 2018 - 1212

La zone euro peut-elle survivre à l'hétérogénéité des fonctionnements des marchés du travail ?

Les marchés du travail n'ont pas le même fonctionnement dans les différents pays de la zone euro, avec des institutions et des règles très différentes d'un pays à l'autre. La conséquence est que, spontanément, il y a divergence des coûts salariaux et des profitabilités entre les pays de la zone euro.

Cette divergence peut être corrigée par des dévaluations internes (des ajustements brutaux des coûts salariaux) mais celles-ci sont très coûteuses en activité, rejetées dans beaucoup de pays, et reviennent en fait à rendre périodiquement homogènes les fonctionnements des marchés du travail.

Une Union Monétaire peut-elle fonctionner si les marchés du travail ont des fonctionnements hétérogènes ?

La réponse nous semble être négative :

- les pays où la compétitivité-coût se dégrade vont perdre progressivement leur industrie et souffrir d'une croissance faible (cas de l'Italie) ;
- les pays où la profitabilité des entreprises est plus faible, soit vont réduire leurs investissements (Italie) soit vont connaître un endettement sans cesse croissant des entreprises (France).

Ces évolutions menacent à terme l'existence de l'Union Monétaire.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 @PatrickArtus

www.research.natixis.com

Hétérogénéité de fonctionnement des marchés du travail et divergence des coûts salariaux

Nous prenons l'exemple de la zone euro pour analyser le rôle des marchés du travail dans le fonctionnement d'une Union Monétaire.

Les fonctionnements des marchés du travail des pays de la zone euro sont hétérogènes avec des institutions et des règles différentes : les contrats de travail sont différents (**graphique 1**), le rôle des syndicats est différent (**graphique 2**), les règles d'indemnisation du chômage sont différentes (**tableau 1**), le niveau du salaire minimum est différent (en Italie, il n'y a pas de salaire minimum, **graphique 3**).

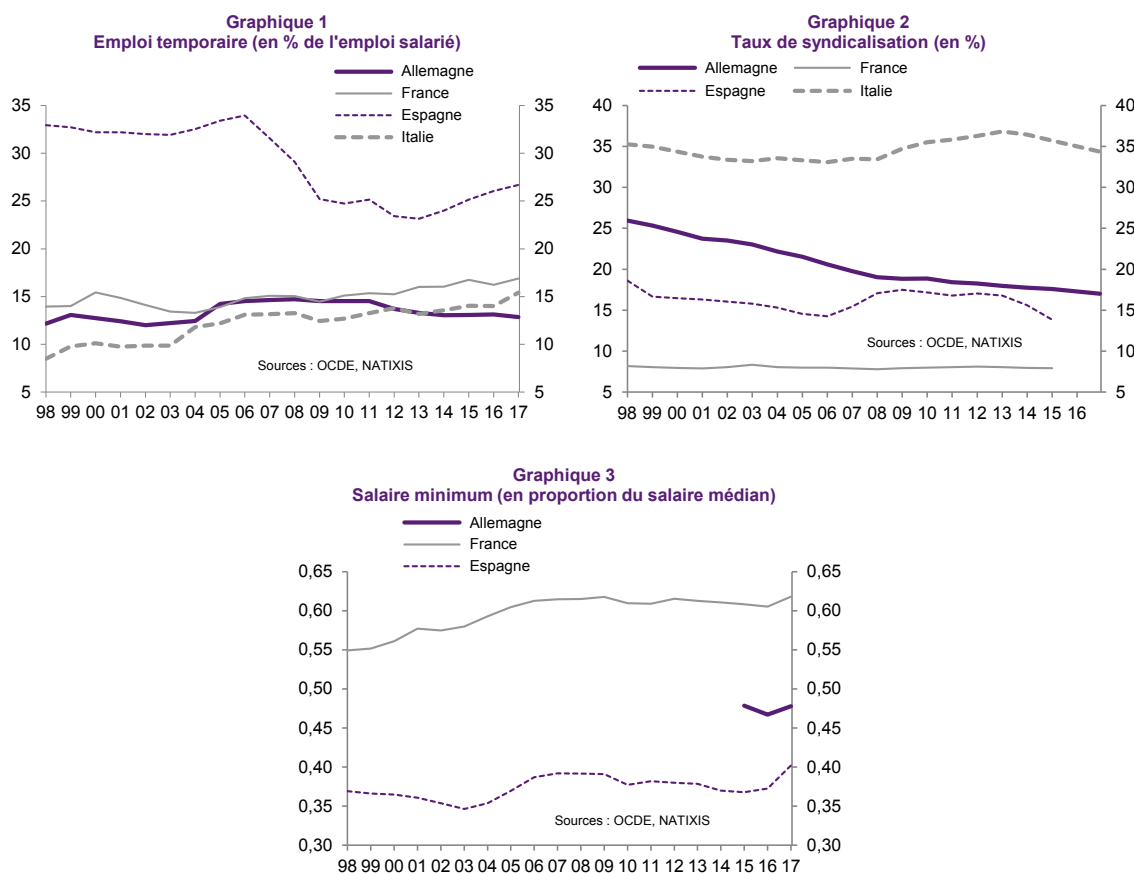


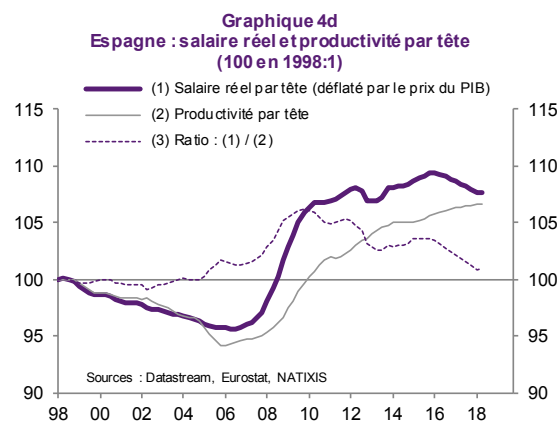
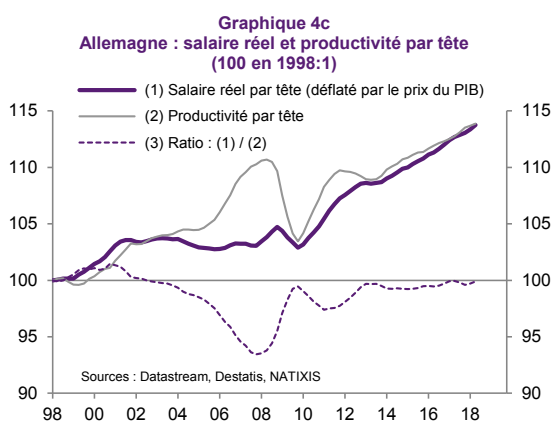
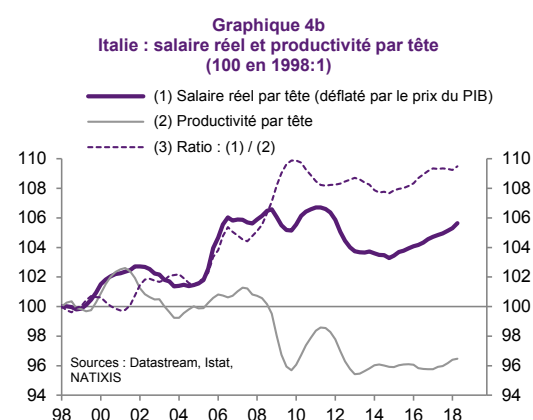
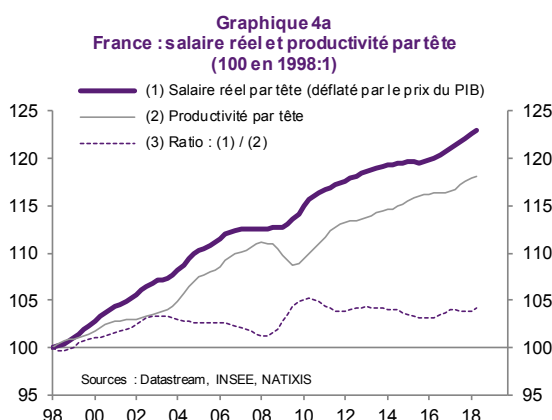
Tableau 1 : tableau comparatif des durées maximales d'indemnisation du chômage

Pays	Durée maximale d'indemnisation
Allemagne	De 6 à 12 mois pour la durée normale et 24 mois (pour les 50 ans et plus)
France	24 mois pour les personnes âgées de moins de 53 ans, 30 mois pour les personnes de 53 ans à moins de 55 ans ou 36 mois pour les personnes de 55 ans et plus (âge apprécié à la date de fin du contrat)
Espagne	De 4 à 24 mois
Italie	La moitié de la durée de cotisation au cours des 4 dernières années avec un maximum de 24 mois

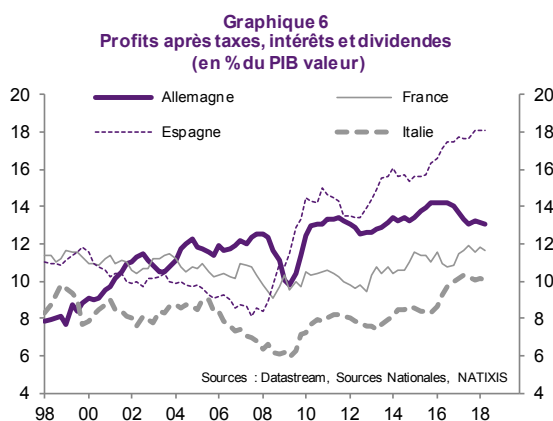
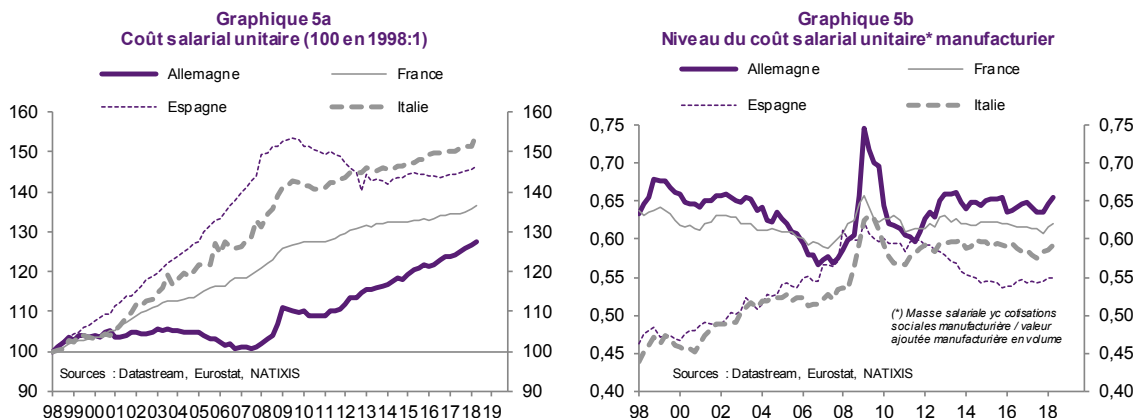
Sources: Eurostat, CLEISS, EURES, UNEDIC, Natixis

Il en résulte **une formation des salaires différente d'un pays à l'autre :**

- en France et en Italie, le salaire réel augmente plus vite que la productivité (**graphiques 4a/b**) ;
- en Allemagne jusqu'à une période de récente et en Espagne depuis la crise de 2008, le salaire réel augmente moins vite que la productivité (**graphiques 4c/d**).



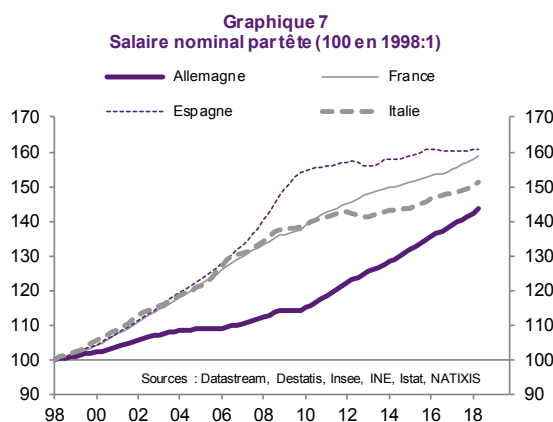
En conséquence, il en résulte aussi **une divergence des coûts salariaux unitaires (graphiques 5a/b)** et des **profitabilités des entreprises (graphique 6)**.



La question des dévaluations internes

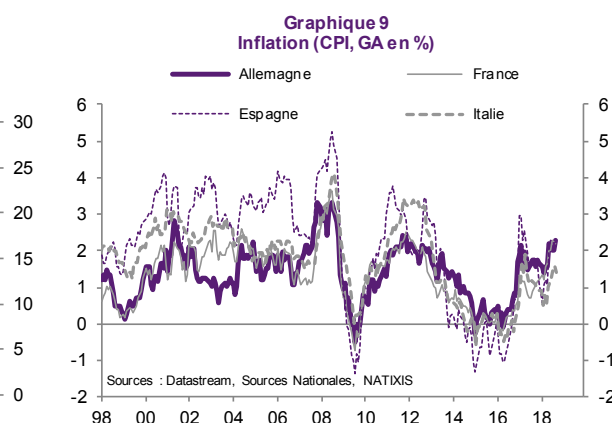
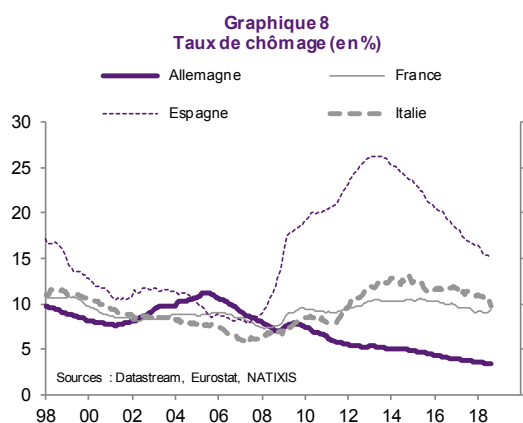
On avance souvent que si un pays d'une Union Monétaire subit une dégradation de sa compétitivité-coût par rapport aux autres, **alors il faut qu'il restaure sa compétitivité-coût par une dévaluation interne**, c'est-à-dire par un ajustement brutal de ses coûts salariaux.

C'est ce qu'a fait l'Espagne à partir de la crise de 2008-2009, avec un freinage important des salaires (**graphique 7**).



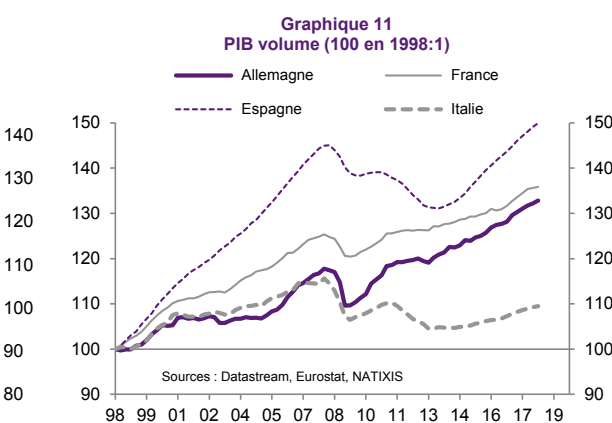
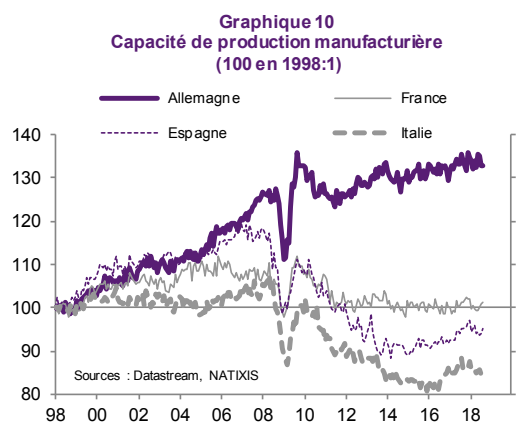
Mais :

- **une dévaluation interne est très coûteuse** en activité et en emploi (le **graphique 8** montre la hausse du chômage en Espagne) ;
- **elle conduit à un recul des prix** (voir l'Espagne de 2013 à 2016, **graphique 9**), d'où une hausse du taux d'intérêt réel et des taux d'endettement ;
- **elle suppose en réalité que le pays sait changer de fonctionnement du marché du travail**. Cela a été le cas en Espagne, mais on voit que cela ne semble pas possible en France et en Italie.

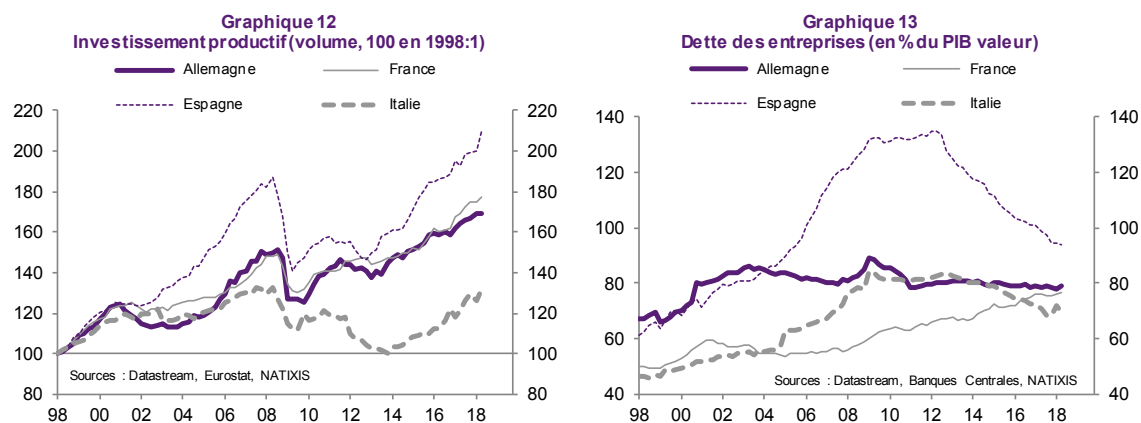


La Zone euro peut-elle alors résister à l'hétérogénéité des fonctionnements des marchés du travail ?

Dans les pays où la compétitivité-coût se dégrade (Italie, graphique 5a), l'industrie se contracte (graphique 10), la croissance est faible durablement (graphique 11).



Dans les pays où la hausse plus rapide des salaires conduit à une profitabilité plus faible (France, Italie, graphique 6), soit l'investissement est réduit (c'est le cas de l'Italie, graphique 12), soit, pour maintenir leur investissement les entreprises doivent accroître leur endettement (c'est le cas de la France, graphique 13).



Si, en raison de l'hétérogénéité de fonctionnement des marchés du travail, certains pays ont des taux de croissance faibles, des niveaux d'investissement faibles, des taux d'endettement des entreprises en hausse constante, alors clairement la stabilité et l'existence de la zone euro sont menacées.

Synthèse : une grande difficulté

L'hétérogénéité du fonctionnement des marchés du travail est donc une menace pour la stabilité de la zone euro (plus généralement des Unions Monétaires). Mais corriger cette hétérogénéité est très difficile, il faudrait harmoniser les règles de protection de l'emploi, d'indemnisation du chômage, l'organisation des négociations entre entreprises et syndicats, les niveaux de salaire minimum...

Mais cette harmonisation est plus importante que celle des régulations des banques ou de la fiscalité.